Italie : la révolte contre l'Union Européenne

ou comment l'Italie nous raconte l'Europe de demain

dimanche 20 mai 2018, par Denis COLLIN

On a souvent remarqué que l'Italie était une sorte de laboratoire de la politique moderne. Des cités médiévales à la Florence de Machiavel, de l'humanisme civique au rigoureux réalisme de Messer Nicolò, c'est bien en Italie que s'est inventée la politique moderne, comment l'ont si bien montré Pocock et Skinner. C'est encore en Italie qu'est inventé le fascisme et après la Seconde Guerre Mondiale, cette étrange cogestion entre le PCI et la DC. C'est aussi l'Italie qui a vu la vie et la mort de l'eurocommunisme et la dissolution pure et simple de la gauche. L'incroyable gouvernement M5S/Lega né des dernières législatives nous interpelle de la même façon : c'est l'Europe de demain qu'annoncent Di Maio et Salvini.

Pour les commentateurs un peu obtus, l'alliance Di Maio-Salvini est aussi improbable qu'une coalition de la France-Insoumise et du FN. Il est vrai que pour nos journalistes peu éclairés, la Lega est un « parti post-fasciste ». L'Italie a connu un parti post-fasciste, c'était l'Alleanza Nazionale de Gianfranco Fini née de la mutation du MSI, le parti héritier de Mussolini. La Lega (le Carroccio dit-on en Italie) n'est pas du tout un parti fasciste et sa naissance n'a pas du tout les mêmes origines que le fascisme italien. La Lega – il y a encore peu de temps « Lega Nord » – est née comme un mouvement régionaliste plutôt européiste exprimant la révolte du petit patronat du Nord industriel contre l'État central italien (l'inverse du fascisme !). Ce parti s'est construit comme un parti de masse sur le modèle du vieux PCI, entraînant un certain nombre de secteurs de la classe ouvrière désorganisée par les restructurations industrielles, la décomposition du PCI et la longue période des « années de plomb », organisées conjointement par l'extrême-droite factieuse, les services secrets et la loge P2 et les gauchistes égarés et manipulés des Brigate Rosse et autres groupes de la même farine. Le remplacement de Bossi par Salvini a impulsé un changement d'orientation important : d'une part la Lega est devenue très critique vis-à-vis de l'UE et d'autre part elle s'est « nationalisée » en se présentant non plus comme le parti de la prétendue Padanie, mais bien comme un parti de toute l'Italie. Le modèle de Salvini semble avoir été le FN de Marine Le Pen avec qui il siège au « Parlement » européen. Mais évidemment cela n'en fait pas un « fasciste » sauf à employer ce terme pour désigner n'importe qui et n'importe quoi.

Le M5S (le Movimento Cinque Stelle) a été lancé par le comique Beppe Grillo après que le PD lui eût refusé la possibilité de se présenter aux primaires du Centrosinistra. Parti attrape-tout, largement décentralisé et fonctionnant beaucoup par internet, le M5S est en même temps un mouvement très vertical. Il ressemble beaucoup à Podemos ou à la France-Insoumise. Partisan du revenu universel, des nationalisations, de la décroissance, très critique vis-à-vis de l'UE, le M5S se distingue de Podemos et de la FI par une hostilité croissante à l'immigration sur laquelle il aurait plutôt des positions à la Georges Marchais des années 1975-1980. Néanmoins, par ses thèmes favoris, par l'implication de ses militants dans des mouvements comme le « No-TAV », contre le TGV Lyon-Turin, c'est donc bien « à gauche » qu'on devrait situer le M5S et c'est d'ailleurs dans l'électorat traditionnel de la gauche qu'il a surtout puisé les voix qui lui ont permis avec 32% des suffrages de devenir le premier parti italien. Après avoir essuyé un refus brutal de la part du PD à qui il avait proposé d'entamer des négociations pour la formation d'une coalition de gouvernement, le M5S s'est donc tourné vers la Lega, Salvini, à la tête du 2e parti d'Italie, entamant une rupture avec son allié Berlusconi et Forza Italia.

Bien que surprenante, la coalition M5S-Lega s'explique par des raisons de fond. La première est l'effondrement du système politique italien traditionnel. La « gauche » (le PD et ses alliés) s'est effondrée à 18% des voix. Le parti formé des restes de la DC et du PCI, les deux principaux partis italiens pendant 40 ans, est à l'agonie. De l'autre côté Forza Italia, le parti de Berlusconi, un parti monté par les

capitalistes des médias, de la communication et de la publicité au moment de la crise ouverte par l'opération « mani pulite », se retrouve bon 4e avec 14% des suffrages. L'effondrement conjoint de Forza Italia et du PD est évidemment l'événement politique majeur (comme la défaite des LR et du PS fut l'événement le plus important de la dernière présidentielle française). C'est le vide politique ainsi ouvert qui a d'abord poussé à la formation de la coalition M5S-Lega.

Mais cette crise politique elle-même a des racines plus profondes. L'Italie a particulièrement souffert de la politique de l'UE, du pacte de stabilité et des trains de contre-réformes imposées par les dirigeants allemands et français, la main dans la main. Moscovici, petit apparatchik socialiste devenu bureaucrate bruxellois est l'incarnation de la suffisance, du mépris arrogant et de la bêtise crasse de ces politiciens français et allemands. Le PD, entièrement sous la coupe des financiers a imposé une brutale politique de régression sociale. C'est notamment Matteo Renzi, une sorte de Macron toscan, issu de l'aile Démocrate chrétienne du PD qui s'est particulièrement illustré : réforme des retraites, « job acts » (une sorte de loi travail), tout y est passé. C'est contre cette politique-là que les électeurs italiens ont voté, tout comme ils ont voté contre la fausse alternative d'un Berlusconi allié avec les autres partis du PPE.

Personne ne s'y trompe – à part un certain nombre de journalistes (sic), stipendiés de la pensée unique – la « crise politique » italienne est une révolte contre l'UE. Bien qu'ils aient mis beaucoup d'eau dans leur chianti, M5S et Lega effraient tout le monde. Ils ont parlé de référendum sur l'euro, ils ont demandé l'annulation de la dette italienne à l'égard de la BCE (250 milliards d'euros) et s'ils ont renoncé à ces deux objectifs, leur programme reste un insupportable camouflet à l'ordo-libéralisme franco-allemand. L'annulation de la réforme des retraites (qui avait porté à 67 ans l'âge de la retraite) et le revenu de citoyen à 780 euros par mois à quoi il faut ajouter la demande de renégociation des traités, voilà déjà de quoi semer la panique chez les « belles âmes » européistes. Que feront réellement Salvini et Di Maio : personne ne le sait ! Peut-être capituleront-ils et finiront-ils comme de vulgaires Tsipras, ce bon élève expert en trahison ? Peut-être engageront-ils sous la pression de leurs propres électeurs, un vrai bras de fer avec les institutions européennes ? L'essentiel est que le problème est posé, et posé par le gouvernement de la troisième puissance économique de l'Europe qui garde un vrai appareil industriel et ne se contente pas d'imposer la cuisine italienne comme la cuisine dominante dans le monde d'aujourd'hui, mais pourrait fort bien réveiller toutes les potentialités qu'il recèle si s'ouvrait une réelle perspective politique nouvelle.

Il y a certes dans la coalition M5S-Lega des sujets d'inquiétude et des contradictions explosives. Comment donner à l'État les moyens d'agir en baissant l'impôt sur le revenu qui perdrait son caractère progressif ? Comment augmenter le niveau de vie des Italiens ? Concernant l'immigration, on voit mal comment Salvini va faire pour expulser 500.000 « voyous » tout en restant ouvert « aux braves gens ». On sait que la Lega est un parti très xénophobe et cependant avant de lancer la pierre aux Italiens, on rappellera que c'est l'UE qui a fait porter à l'Italie et à la Grèce le poids principal de la « crise des réfugiés ». SI tous les pays d'Europe étaient aussi « xénophobes » que l'Italie, la situation serait vraiment bonne pour les réfugiés et les immigrés ! Les gens qui se noient en Méditerranée, c'est la marine italienne qui les repêche ! Et Lampedusa n'est ni en Allemagne, ni en France. Disons les choses clairement : les voix que Salvini a récoltées sur la base du rejet de l'immigration, c'est la politique de l'UE qui lui a données. Et si Salvini est un fasciste, que faut-il dire de Collomb ?

Le dernier aspect et non des moindres concerne la politique internationale. M5S et Lega ne partagent en rien l'hystérie antirusse des Macron et tutti quanti. Ils sont favorables à la levée des sanctions économiques contre Moscou et ils pourront, s'ils le veulent, donner un coup sérieux au bellicisme atlantiste de l'UE. Peut-être leur manquera-t-il la virtù nécessaire ! Mais inutile de jeter le manche après la cognée. Loin d'être une catastrophe, la nouvelle situation italienne doit être comprise pour ce qu'elle est : la première manifestation d'une ouverture dans une situation européenne verrouillée. Qu'on se méfie des Salvini, di Maio et autres et de leurs partis, c'est bien naturel. Si j'étais Italien, je ne serais pas à la Lega et pas plus au M5S. Mais ce n'est pas ce qui est en question ici. Ce qu'il faut comprendre, c'est la dynamique des événements, rien de plus, rien de moins.